

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (No 1 août 1940)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE Section française de la IV^e Internationale

Bulletin intérieur Prix : 2 francs



Ravitaillement = 0 Budget de l'armée = 125 milliards " LES CANONS VALENT MIEUX QUE LE BEURRE " ... ?

Tripartite ? Oui ! P.C.F.-P.S.-C.G.T. ! UNIR ET MOBILISER LES TRAVAILLEURS

Déjouer les manœuvres de De Gaulle Imposer un gouvernement des Partis ouvriers Appliquer un programme pour le peuple Donner à tous du Travail et du Pain !

RÉSOLUTION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.F.

Le Bureau Politique, réuni le 22 janvier pour examiner la situation créée par la démission de De Gaulle. Considère :

que contrairement aux déclarations hypocrites du général des trusts cette démission survient à un moment où les conséquences de la politique désastreuse de son gouvernement retentissent avec une dureté particulière sur le sort des masses populaires (salaires bloqués, hausse des prix, désorganisation sans précédent du ravitaillement, catastrophe financière) ;

que cette situation dont la cause profonde réside dans l'anarchie du régime capitaliste dominé par la recherche du profit et non par le souci de satisfaire les besoins des masses s'est trouvée encore aggravée par la coûteuse politique dite « de grandeur » qui n'est autre que le brigandage colonialiste et impérialiste au profit exclusif du grand capital ;

que cette politique dont les masses paient les frais par une misère accrue n'a pu leur être imposée jusqu'à ce jour que grâce à la collaboration des ministres socialistes et communistes, complices et otages politiques dans le gouvernement des trusts ;

que devant la profondeur de la crise économique, et du mécontentement croissant des masses, l'affameur De Gaulle a choisi de tirer son épingle du jeu avec l'espoir de détourner la colère du peuple contre le parlementarisme et la majorité ouvrière de la Constituante, de sauvegarder ce qui lui reste de prestige personnel, de rassembler autour de lui les éléments fascistes et leurs dupes, de déconsidérer les partis ouvriers dans l'éventualité où ces derniers continueraient la politique désastreuse pour les travailleurs — de collaboration avec les agents des trusts M. R. P. et radicaux, politique qui ouvrirait la porte au coup de force de l'aspirant Bonaparte.

Dans ces circonstances graves le Bureau Politique appelle les travailleurs à la vigilance.

Il leur dit : « C'est votre résistance à la volonté réactionnaire de la bourgeoisie qui oblige De Gaulle à se retirer ; c'est votre mobilisation de classe contre la minorité exploiteuse qui conjurera les menaces qui planent sur les libertés démocratiques. »

Car si aujourd'hui De Gaulle démissionne c'est pour imposer demain sa dictature que la bourgeoisie estime nécessaire à la réalisation de ses visées impérialistes.

Le Bureau Politique s'adresse au Comité Central du Parti Communiste Français et aux militants de ce parti.

Il appuie la légitime revendication d'un chef de gouvernement commu-

niste. Mais l'essentiel n'est pas là ! L'essentiel C'EST LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT qui ne doit comporter que des représentants de la classe ouvrière : socialistes, communistes français et cégétistes à l'exclusion de tout politicien M. R. P. ou radical et de tout « technicien », agents plus ou moins camouflés des trusts.

Pour faire la preuve qu'il veut réellement appliquer son programme le P. C. F. est tenu de poser cette condition à sa participation au gouvernement et de mobiliser les travailleurs sur ce mot d'ordre. Dans cette voie il est assuré du succès car à l'étape présente aucun gouvernement ne peut se former sans lui.

Le Bureau Politique prend acte que :

Le Parti Socialiste, reniant son propre slogan électoral « Programme d'abord ! », a pris l'immense responsabilité de déclarer qu'il ne voulait pas gouverner sans le M. R. P., parti de la réaction, se désignant ainsi comme l'adversaire d'un gouvernement des partis ouvriers.

Le Bureau Politique en appelle à vous, militants et élus socialistes : vous ne pouvez laisser passer cela. Vous mettez en demeure votre C. A. P. de former avec le P. C. F. et la C. G. T. le gouvernement voulu par les masses laborieuses :

LE GOUVERNEMENT COMMUNISTE FRANÇAIS, SOCIALISTE, C. G. T., qui appliquera sans retard, en faisant appel à l'initiative et à l'appui des masses populaires, le programme d'urgence, véritable programme de salut public dont certains points sont d'ailleurs indiqués dans le « Programme des Gauches » :

UN PLAN OUVRIER DE PRODUCTION élaboré par la C. G. T. (Commission technique du plan, congrès extraordinaire de la C. G. T.) visant à la satisfaction des besoins vitaux des masses populaires.

Dans le cadre de ce plan :

LA NATIONALISATION TOTALE DU CREDIT avec expropriation des gros capitalistes, la confiscation des bénéfices de guerre.

LA NATIONALISATION DE TOUTES LES INDUSTRIES-CLES sans indemnité ni rachat.

LE CONTROLE OUVRIER des entreprises et des branches d'industries.

L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

LA GESTION OU LE CONTROLE DIRECT DU RAVITAILLEMENT par les organisations syndicales, de ménagères, de petits commerçants et les coopératives paysannes.

L'AFFECTATION des monstres crédits militaires à l'œuvre de reconstruction et le rappel immédiat des armées d'invasion de l'Indochine.

Il va sans dire que notre parti soutiendra de toutes ses forces le gouvernement ouvrier dans la mesure où il appliquera son programme.

Il va sans dire aussi que les profiteurs de tous genres, providiers, intermédiaires, hommes des trusts s'estimeront lésés par tout ou partie de ce PROGRAMME POUR LE PEUPLE. Qu'ils mettront tout en œuvre pour lui faire échec.

C'est pourquoi le Bureau Politique s'adresse aux travailleurs des villes et des campagnes ; il leur demande de se MOBILISER pour imposer contre la volonté des 200 familles, également contre les dérobades des chefs ouvriers oublieux de leurs promesses, la constitution du gouvernement ouvrier et la réalisation des mesures de salut public que nous avons indiquées.

Les méthodes parlementaires, la gestion par les administrations bourgeoises ont assez fait leurs preuves.

Le salut réside dans l'action de la classe ouvrière organisée dans ses partis, dans ses syndicats, dans ses comités, dans ses milices ouvrières qui imposeront silence aux émules des De Laroque et des De Gaulle.

Dans tout le pays les pétitions, les délégations de masse, les manifestations de masse exprimeront la volonté ouvrière que « ça change » et que ça change pour de bon. Loin de s'effrayer de ces manifestations, les classes moyennes retrouvant l'espoir de voir bientôt un terme à leur situation critique, désespérée, se détourneront des démagogues fascistes qui exploitent leur colère et apporteront leur soutien actif.

Car toutes les couches de la population laborieuse commencent à entrevoir que les solutions préconisées sans défaillance depuis un an et demi par le Parti Communiste Internationaliste s'imposent dans la situation économique et matérielle de la France de 1946 ; ou bien on s'attaquera au régime capitaliste par l'application d'un programme révolutionnaire, ou bien on laissera les 200 familles prendre l'offensive contre les travailleurs, avilir encore leurs conditions d'existence et imposer leur dictature. Ceux qui, entichés des « traditions » du parlementarisme bourgeois, sèment aujourd'hui encore des illusions sur la possibilité d'une solution pacifique et parlementaire aux maux dont nous souffrons, ceux qui refusent de s'engager dans la voie révolutionnaire de la lutte pour le socialisme, choisissent en fait la deuxième solution.

ILS OUBLIENT LA REVOLUTION, MAIS LA REVOLUTION NE LES OUBLIERA PAS.

VIVE L'ACTION DE CLASSE DES PROLÉTAIRES !

TRAVAILLEURS ! DEBOUT POUR IMPOSER LE GOUVERNEMENT DES PARTIS OUVRIERS, LE SOUTENIR, LE CONTROLLER, LE DEFENDRE ET DONNER A TOUS DU TRAVAIL ET DU PAIN ! 24 janvier 1946.



Retrouvons nos manches... pour prendre la trique !

POUR CONJURER LA FAMINE

Une propagande orchestrée nous présentait De Gaulle comme l'arbitre et le sauveur de la situation. « Dès son retour le Général De Gaulle met fin à la confusion ministérielle. » (L'Epoque)... C'est l'homme à poigne qu'il nous faut pour mettre au pas l'administration défaillante, les bouchers récalcitrants... en attendant de mâter 30 millions d' « éléments troubles » qui en ont marre de crever du froid et de la faim.

En somme, si ça va de mal en pis depuis un an et demi, c'est parce que De Gaulle n'était pas encore revenu d'Antibes, tout simplement !

Une semaine plus tard il peut se retirer tranquille et l'âme en paix... Cette médiocre propagande sue le mépris du peuple.

La politique de famine menée par l'affameur n° 1 Charles De Gaulle pour le compte de la bourgeoisie revêt trois aspects. Il s'agit :

1. de faire payer aux masses, par une effroyable misère générale, les stériles tentatives du capital français de garder ses marchés et de reconstruire sa « grandeur ». Quand le gros capital s'engraisse il faut fatalement que les poires paient les frais.

2. de sauvegarder le système de la concurrence capitaliste, de faire survivre le règne du profit, c'est-à-dire celui de la pagaille, du marché noir et de la famine, enfin de défendre les privilèges de spéculateurs et intermédiaires de toutes sortes.

C'est pourquoi les redoutables de Tanguy-Prigent sur la suppression des intermédiaires et sur la peine de mort pour les affameurs ont été sitôt emportées par les bises de janvier.

Et l'on peut dire que le mal est bien là. Si l'on considère par exemple que le rétablissement de la carte de pain aurait été rendu inévitable par le fait que les paysans avaient intérêt à nourrir leur bétail avec du blé on mesure le degré effroyable de désorganisation du marché capitaliste.

A ceci s'ajoute l'incapacité d'une administration routinière par nature, sourde et aveugle, imperméable à la grande misère du peuple, ignorante des besoins comme des disponibilités, incapable de prévoir et qui, au moindre écueil, se décompose et semble frappée de paralysie.

3. le troisième aspect, et non le moindre, consiste dans la politique de

force de la bourgeoisie française qui reprend le slogan de Goring : les canons valent mieux que le beurre.

La dévaluation, c'est-à-dire la compression des salaires, sert à l'achat de tanks pour l'Indochine et non de farine.

Cent vingt-cinq milliards pour une armée d'opérette cela fait forcément beaucoup de sueur et peu de pain pour les travailleurs, cela fait aussi un gouffre qui absorbe en pure perte tous les efforts de production.

Si l'on veut donner à tous le pain, le vin et la viande il faut mener le combat sur les 3 fronts :

— Lutter pour un plan ouvrier de production visant en premier lieu à la satisfaction des besoins alimentaires des masses ;

— Imposer le contrôle populaire du ravitaillement et des prix à tous les échelons ;

— Combattre avec la dernière énergie la politique impérialiste et colonialiste de nos bourgeois. DU BEURRE ET NON DES CANONS !

Ce qui veut dire prendre le contrôle de la politique d'unanimité avec les agents de la bourgeoisie et appeler les travailleurs à l'action de classe contre les affameurs.

Le capitalisme prouve de façon irréfutable qu'il n'est plus capable d'assurer le pain aux masses populaires. Mais cette constatation d'évidence ne leur donne pas à manger et elles ne peuvent pas tolérer plus longtemps la terrible misère qui les condamne à la déchéance physique.

A la classe ouvrière d'imposer ses solutions immédiates, qui n'ont rien de commun avec celles employées jusqu'à ce jour par les camarades-ministres.

Des millions de travailleurs sont syndiqués. Celui qui fait pousser le blé, celui qui le transporte, celui qui le manutentionne, celui qui le stocke, celui qui le moule, celui qui fait le pain sont syndiqués. Des millions de paires d'yeux et d'oreilles connaissent et les besoins et les possibilités, comme aucune administration au monde ne peut le faire.

Inventorier les stocks officiels et clandestins, Détecter les manœuvres des margoulin du blé et de la viande, Contrôler les prix de revient et fixer les prix de vente,

Etablir les rations, Planifier l'industrie pour la fabrication des machines, des engrais, des produits manufacturés nécessaires à l'agriculture,

Ca c'est l'affaire des syndicats, de la C. G. T. et de la C. G. A.

Appliquer ces plans de salut public, exercer le contrôle populaire à tous les échelons, organiser le ravitaillement direct des villes, supprimer les intermédiaires charognards qui écrasent le paysan, asphyxient le petit commerce et affament le peuple.

Imposer l'expropriation et le contrôle ouvrier sur les trusts de la menuiserie,

Briser la résistance des affameurs par les tribunaux populaires,

Ca c'est l'affaire de tout le peuple organisé dans les comités de contrôle des prix, dans les comités de ménagères, dans les groupements d'achats de petits commerçants.

Cela vaudra beaucoup mieux que le projet le plus mirabolant.

Tourner le dos à ces solutions et traiter les masses affamées d'éléments troubles c'est manifester SA PEUR DU PEUPLE et s'incliner devant un « dictateur aux vivres » en attendant la dictature tout court.

Pierre FAVRE.

VÉRITÉS...

Dans la « Royale »

Depuis 1939, le nombre de bateaux de guerre a diminué de moitié... mais le nombre des officiers de marine est passé de 2.789 à 3.082 en 1946...

Dans l'administration centrale de la marine à Paris, il y avait 224 officiers en 1939.

Il y en a 450 aujourd'hui... Tout ce joli monde a pour mot d'ordre « CONSOMMER ».

Travailleurs, c'est un peu pour cela que l'on vous répète « PRODUIRE »...

Les esclaves relèvent la tête Ils nous tendent la main. La refusez-vous ?

Le signal de la grève générale des travailleurs noirs en A.O.F. a été donné par la grève victorieuse du personnel français de l'enseignement à Dakar.

Les uns après les autres, les peuples coloniaux surexploités par la France démocratique entrent dans la lutte faisant au prolétariat français une position infiniment plus forte en face de ses maîtres bourgeois.

Cette grève générale est d'une immense importance et il faut la faire aboutir. Tous les syndiqués doivent comprendre cela, l'expliquer autour d'eux et obliger la C. G. T. à appuyer de toutes ses forces les revendications des travailleurs noirs. Dans les sections syndicales, votez des résolutions demandant l'aide totale aux grévistes d'A. O. F. !

Et voici l'Aviation

Pour un effectif de 90.000 hommes elle utilise 15.000 voitures.

Pendant ce temps, les toubis vont à bicyclette et le ravitaillement pour la population va à pied.

Mais il faudrait des dizaines de pages pour raconter les scandales de la pieuvre militaire. Seulement... voilà... les journaux des partis qui ont voté les 125 milliards du budget de l'armée évitent d'en parler.

...Ils auraient bonne mine.

Les bonnes affaires

Deux millions de rationsnaires à l'armée... pour un effectif de 500.000 hommes.

Et les soldats sont mal nourris. Rutabaga et pomme de terre... c'est le Monde qui le dit (16 janvier)

Pourrait-on savoir où passe tout ce pain, toute cette viande et tout ce vin, monsieur Michelet ?

On ne nous fera pas croire que les mess d'officiers consomment tout l'excédent !

Où va le blé ?

Les différents chiffres donnés par le ministère du Ravitaillement sur les importations font apparaître que l'on a perdu la trace de 7 MILLIONS DE QUINTAUX de blé américain. Où va le blé ?

Les mystères du Ravitaillement

Au cours des années 1933 à 1938, la moyenne de consommation de viande était de 1 kg. 300 par semaine.

Pour l'année 1945, la production de viande de boucherie fut de 620 gr. par personne et par semaine.

Ceux de nos lecteurs qui ont touché régulièrement LE TIERS de cette ration sont priés de le faire savoir.

Dix mille ouvriers berlinois

sur les tombes de Liebknecht et Luxembourg

Pour honorer la mémoire de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, assassinés en 1919 par l'Etat-Major et ses complices social-démocrates du gouvernement, dix mille ouvriers berlinois ont défilé, la semaine dernière, sur les tombes des deux grands révolutionnaires.

Les ouvriers de Berlin n'ont pas oublié. Ils n'ont pas oublié Liebknecht qui disait : « L'ennemi, c'est notre propre bourgeoisie. » Les barbelés, dont les stupides chiens nazis avaient entouré sa tombe, n'y pouvaient rien.

Ces barbelés sont tombés, comme tomberont les chaînes infâmes du chauvinisme que les bourgeois tendent entre les prolétaires des différents pays pour les faire s'entretuer à leur service.

ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES ET PRODUCTION (3)

Le tandem affameur de Gaulle - Plevin réduit de plus en plus les travailleurs à la portion congrue.

Et cependant certaines denrées s'accumulent dans la boutique de l'épicier ou du charcutier et ne peuvent être écoulées faute d'acheteurs. Les familles ouvrières les plus pauvres sont même obligées de vendre une partie de leurs tickets pour se procurer les denrées restantes. Voilà le propre du régime capitaliste: la surproduction dans la famine!!!

Et cette surproduction de produits qui restent aux étals des boutiques ne concerne pas les produits de luxe, mais des denrées de première nécessité que la ménagère voudrait bien mettre sur sa table.

Il y a déjà plus de marchandises que les travailleurs n'en peuvent acheter, étant donné leur faible pouvoir d'achat et cependant les prix ne baissent pas. Bien au contraire, depuis août 45, les prix des denrées con-

tingentées ont augmenté de 70 %, la folle ascension continue et le marché noir tend à disparaître, parce que rejoint par les prix des denrées rationnées.

Cette ascension scandaleuse est une bonne affaire pour les capitalistes qui élargissent ainsi leur marge de bénéfices aux dépens des consommateurs.

Produire dans ces conditions sans imposer le contrôle ouvrier des prix et sans relever automatiquement le pouvoir d'achat des masses par l'Échelle mobile des salaires, c'est se résigner à prolonger les souffrances des années de pénurie, par une crise grandissante de sous-consommation. C'est ce que nous voyons se réaliser sous nos yeux lorsque les prix augmentent alors que les salaires restent bloqués.

La première condition pour développer la production de denrées alimentaires et de produits d'usage courant, est d'assurer aux (Suite p. 2.)

ATTENTION ! Envoyez tous les fonds pour "LA VÉRITÉ" E. Saujet C.C.P. 3205-19 Paris

Les G. I. revendiquent...

Les généraux effrayés interdisent les manifestations alors que les Comités de soldats demandent la démocratisation de l'armée.

Pendant deux semaines consécutives, les soldats américains firent, dans toutes les parties du monde, des démonstrations de masses et des protestations contre les lenteurs de la démobilisation, ordonnées par la bureaucratie militaire qui espère garder une grande partie des forces actuelles sous les armes jusqu'à ce que l'adoption de la conscription du temps de paix à Washington puisse le pouvoir d'une machine militaire permanente assez importante pour défendre partout les intérêts de Wall Street.

Comme se terminait la deuxième semaine de protestation, le ministre de la Guerre publiait un nouveau plan de démobilisation présenté sous la forme d'une « étude et non d'une promesse ». Tandis qu'étaient faites ces quelques petites concessions, la caste militaire sentit qu'il fallait recourir à des moyens beaucoup plus puissants pour endiguer ce déferlement de protestations. En Europe, le général Mc Narney (successeur d'Eisenhower comme commandant des forces d'occupation) publia un ordre menaçant: tous les meetings et démonstrations de masses non autorisés sont supprimés immédiatement, parce qu'ils commencent à dépasser le cadre de la démobilisation et à montrer une tendance à renverser la discipline de l'armée et aussi à « nuire au prestige des forces d'occupation américaines ».

Voici l'exemple des événements de Paris. Le 13 janvier, 500 soldats tenaient un meeting au Trocadéro en dépit de l'opposition à demi exprimée des commandants locaux et de l'obstruction qu'ils firent. Ce meeting, se constituant en Comité de Libération des G.I., demanda non seulement une plus rapide démobilisation, mais aussi adopta une grande charte de Mobilisation affirmant le droit des soldats d'exprimer leurs critiques du Gouvernement et de l'Armée; attaquant la structure bureaucratique de l'Armée et mettant en avant une série de revendications démocratiques, parmi lesquelles les suivantes: réforme du système de la cour martiale, remplacement du tribunal d'officiers par un tribunal de soldats; abolition des privilèges spéciaux des officiers; choix des officiers parmi les mobilisés ayant seulement une année de service, excepté en temps de guerre. Le Comité de Libération des G.I. décida de présenter ce programme à une délégation du Congrès qui doit visiter Paris à la fin du mois, et réclamer la constitution de groupes semblables à la fois militaires et civils, là où se trouvent des troupes américaines. Au Trocadéro, de nombreux soldats po-

sèrent des questions qui démontrent la croissance du mécontentement dans leurs rangs. Des applaudissements accueillirent la question posée par un soldat: « Pourquoi occupons-nous la France? »

John O'Reilly, correspondant à Paris du New York Herald Tribune, souligne que ces démonstrations qui s'étendent au monde entier ne peuvent être passées sous silence comme reflétant le mal du pays, mais ont créé un précédent dont les répercussions affecteront l'armée et la politique d'occupation. Quelques officiers épouvantés, dit O'Reilly, craignent que le mouvement des soldats cristallise l'opposition populaire en Amérique contre la « participation » dans les affaires d'Europe, qui « aurait de désastreux effets sur l'occupation de l'Allemagne et du Japon ».

A la fin de la semaine, les ordres répres-

sifs de Mc Narney furent généralisés. Le général Eisenhower, maintenant chef d'Etat-Major, ordonna partout l'interdiction des démonstrations de masses.

Les ultimatum d'Eisenhower et de Mc Narney auront, sans aucun doute, un effet répressif sur les Comités de soldats. Mais ils ne répondront pas aux questions qui déjà s'élevaient, pas plus qu'ils n'élimineront la contradiction entre les discours « sur une guerre de la démocratie » et un régime militaire qui ne tolérera aucune revendication pour des réformes démocratiques élémentaires dans ses propres rangs.

Les expériences des soldats, à la fois dans la conscription et l'occupation, auront sûrement des conséquences politiques importantes à leur retour en Amérique où ils pourront exprimer leur point de vue et organiser leur action plus librement. Le militarisme américain rencontrera une opposition intense aussi bien chez lui qu'à l'étranger.

Ces manifestations des G.I. sont d'une énorme importance immédiate pour la classe ouvrière française et de tous les pays occupés par l'impérialisme yankee.

PARMAIN ATTAQUE...

Contre l'étouffement bureaucratique, contre la collaboration ministérielle, contre les complexes des colons, POUR UNE POLITIQUE PROLÉTARIENNE!

Motion de la Section S. F. I. O. de Parmain.

La section du parti socialiste de Parmain réunie le 21-12-45 rappelle au comité directeur qu'elle lui a envoyé deux motions relatives l'une à la collaboration de classes du parti, l'autre à la question indochinoise. Aucune réponse n'a été donnée à ces deux motions qui sont sans doute allées en droite ligne dans la corbeille à papier destinée spécialement au recueil des motions déplaisantes des sections.

La section de Parmain proteste avec vigueur contre cette attitude qui consiste à ne point tenir compte des protestations ou désirs des militants de base. En conséquence la section s'agit de refléter l'état d'esprit de la grande majorité des sections socialistes de France, met en garde les dirigeants contre une possible scission du parti, elle les prévient qu'en cas d'attitude inchangée de la politique du comité directeur, elle passera à l'action en demandant publication de ses motions dans des journaux tels que « Franc-Tireur » et « La Vérité ».

La section proteste à nouveau contre la politique actuelle suivie par le parti et qui

aboutit à des comédies burlesques comme celle du mardi 18 décembre à la Constituante; comédie dont l'inénarrable Vincent Auriol a été le principal protagoniste... La section proteste contre le vote de confiance aux ministres de trusts qu'émettent chaque fois les élus socialistes, contre leur politique de collaboration avec ces mêmes ministres alors qu'ils ont avec les communistes — coupables d'ailleurs des mêmes fautes — la majorité absolue dans le pays et à la Constituante... La section proteste à nouveau contre le fait inadmissible qu'aucun député socialiste (ni le « Populaire ») ne se soit élevé contre les assassinats de nos frères indochinois... La section proteste contre la trahison des partis socialistes et communistes qui semblent maintenant tout ignorer des principes marxistes.

Motion-réponse au Bulletin intérieur du 15 novembre 1945

La section du parti socialiste de Parmain n'accepte pas l'argumentation présentée dans le Bulletin intérieur du 15 novembre. La section a relevé avec stupeur la composition de phrase: « NOS AMIS DU M.R.P. » digne pendant de « NOS CAMARADES RADICAUX » cher aux communistes. Notre section crie plus que jamais: « A BAS LA COLLABORATION AVEC LES REPRESENTANTS CAMOUFLÉS DE LA REACTION ET DES TRUSTS. VIVE L'UNION DES TRAVAILLEURS ». La section proteste contre l'attitude du parti qui semble se mettre à la remorque du MRP au lieu de suivre une politique en rapport avec son programme.

La section proclame qu'il n'est de progrès de la classe ouvrière que dans le principe marxiste de la lutte de classes; toute temporisation est une trahison trop évidente et facile à démontrer; constate en conséquence cette trahison des partis socialistes et communistes et se montre résolu partisan d'une scission si la politique du PS ne change pas d'orientation.

Un bourreau de l'Indochine insulte le P.C.I.

La grande presse observe une certaine discrétion en ce qui concerne l'Indochine.

La prudence commande de ne pas rappeler aux travailleurs qui se serrent la ceinture, que pendant ce temps, la bourgeoisie dépense des millions pour remettre sous son joug l'héroïque peuple indochinois.

Une autre raison du silence de la presse, c'est que l'armée de Haute-Loche pictine devant la résistance acharnée de tout un peuple.

Plus que jamais, les brigands militaristes se vengent en multipliant les atrocités. L'Agence Reuter nous rapporte les derniers hauts faits de l'amiral d'Argenlieu: « Le navire de guerre « Somali », coopérant avec les troupes françaises au nord de Saïgon a détruit 12 jonques et 6 sampans chargés de « rebelles » annamites ».

Voilà un haut fait digne de « l'Amiral ». Il a fait couler les « barques » à coups de canon. Et parmi ces « rebelles », n'y avait-il pas des femmes et des enfants? Après cela, on ne peut lire sans dégoût la déclaration du même amiral à des notables de Saïgon: « La France est venue parce qu'elle aime l'Indochine ».

Tout est clair quand on sait traduire ce langage: « Les colons français aiment le caoutchouc d'Indochine ».

Mais face à la bourgeoisie criminelle et à ses complices, le prolétariat réagit. Des cris s'élevèrent: « A bas la criminelle expédition coloniale ».

La presse avoue que des matelots et un transport de troupes pour l'Extrême-Orient se sont mis en grève à Suez. Les marins montent la voix. Le journal bourgeois « l'Epoque » s'indigne: « Nous nous serions passés de cet incident ridicule », et le torchon pétaino-gaulliste tente de faire croire que c'est le Parti Communiste qui est responsable de ces mouvements. Comme l'a dit un membre du P.C.F., c'est décidément « l'Epoque des mensonges ». En effet, le P.C.F. ne mérite pas la perfidie de l'« Epoque », et un capitaliste de bonne foi ne saurait lui reprocher de défendre l'Indochine. Tillon fait la tournée des arsenaux (Brest, Rennes, Toulon), pour s'assurer que de Haute-Loche ne manquera de rien.

Quant à Thorez, l'« Humanité » du 13 janvier relate dans une de ses déclarations aux ouvriers de la fonderie de Ruelle: « Nous aurons besoin quelque temps encore de canons solides ». Voilà qui va droit au cœur de l'Amiral couleur de jonques.

Une fois de plus, l'« Epoque » se trompe d'adresse.

Par contre, le journal réactionnaire de Clermont-Ferrand, « La Montagne », écrit le 5 janvier: « Nous ne saurions nous associer aux campagnes de haine et de violence que mènent en France même certains groupements extrémistes comme cette IV^e Internationale qui affiche sur nos murs sa littérature explosive, accueillant sans contrôle les accusations les plus mensongères proférées par des petits groupements annamites stationnés en France ».

Cet article est signé par Alexandre Varenne, ce triste individu fut gouverneur de l'Indochine. André Violis en a parlé dans son livre « Indochine S. O. S. » et les malheureuses populations indochinoises ne sont

pas près de l'oublier.

La bave de ce monsieur aussi nous montre que nous suivons la bonne voie.

Oui, dans le monde entier, la IV^e Internationale lutte pour la liberté des peuples coloniaux. En France, les militants du P. C. I. n'auront de cesse jusqu'à ce que la classe ouvrière comprenne ce qu'est contre elle aussi que Leclerc fait la guerre.

Jusqu'à ce que toutes les femmes laborieuses de ce pays comprennent que si leurs bébés manquent de lait, ce n'est pas parce que le relèvement du pays est difficile, mais parce qu'une bande de salauds galonnés est entretenue grassement pour tuer les petits enfants d'Indochine.

Travailleurs de ce pays, écoutez l'appel de la IV^e Internationale:

Action directe contre le crime d'Indochine!

Pas un homme, pas un sou pour les capitalistes du caoutchouc!

YVIN.

Emeutes de la faim

Dans le nord, des groupes de plusieurs centaines de travailleurs passent chaque jour la frontière pour se ravitailler en pain et en café. En Belgique, le kilo de pain blanc coûte 30 francs. La misère est telle — le chômage sévit depuis plusieurs mois dans certaines régions sans qu'aucune indemnité ne soit versée — que les douaniers ferment les yeux la plupart du temps. S'ils sont féroces, il leur arrive d'aller faire un petit plongeon dans le canal voisin.

Halte à la calomnie!

Le 12 janvier, Gaby Paul, député du P.C.F., faisait un compte rendu de mandat au Vox.

Son discours fut surtout rempli d'attaques contre le P.C.I. et pour être sûr d'avoir raison... au moment de la contradiction, il empêcha notre camarade Gérard Trevien de répondre.

Tout cela n'a pas convaincu beaucoup de travailleurs de Brest qui se disent: « Les dirigeants du P.C.F. insultent les trotskystes, mais tout de même, ça n'est pas Tréviat, mais bien Gaby Paul qui a voté au début de janvier les 645 millions du budget de la D.G.E.R. ».

L'honorable député aurait dû expliquer ça dans son compte rendu de mandat!

ABONNEMENTS

26 Numéros 50 f.
52 Numéros 100 f.
C. C. P. E. Saujet 3205-19 Paris

Toute la correspondance concernant La Vérité doit être adressée au rédacteur en chef: Pierre FAVRE, 19, rue Dauguerre, Paris (14^e).

La correspondance administrative et les commandes à: BRETON (même adresse).

LA VIE DU PARTI ET DE L'INTERNATIONALE

Contre les affameurs!

Mardi 15 janvier, le 7^e Rayon du P.C.I. organisait une réunion salle Lanery.

Devant 250 travailleurs, Marguerite Uclat exposa le problème du ravitaillement, montrant que ce ne sont pas les fausses solutions de Tanguy-Prigent qui peuvent donner à manger aux masses laborieuses.

La lutte pour un meilleur ravitaillement est liée au combat pour les salaires, démontra le camarade Mercier en développant les mots d'ordre du Parti sur l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier de la production.

Il faut choisir entre la criminelle collaboration avec les exploitateurs, ou la lutte de classes. Le P.C.I. a choisi. Aux applaudissements de l'assistance, le camarade Beaufrère montra que, sur tous les points du globe, les trotskystes sont à la pointe de la lutte des prolétaires pour leur émancipation, contre les Buchenwald d'Allemagne et d'Indochine. Contre la classe parasite des bourgeois et contre tous leurs valets.

A la fin des exposés, quelques contradicteurs s'inscrivirent. Malgré les appels du Président, aucun contradicteur du P.C.F. et du P.S. ne s'inscrivit, par contre les ultragauches, comme à l'accoutumée, vinrent dénoncer la « trahison des trotskystes ».

A l'issue de cette réunion, des motions votées à l'unanimité réclamèrent la liberté de parution pour La Vérité, et s'élevèrent contre le crime de l'impérialisme français en Indochine. Une souscription pour le Parti rapporta 2.800 francs.

ANGERS

Les sympathisants du P.C.I. doivent se mettre en rapport avec le camarade Marcien Tidone, 61, rue Victor-Hugo, Angers.

AVIS AUX CAMARADES DE LA R.P.

Les camarades qui connaissent des locaux disponibles à Paris ou en banlieue, sont priés de le faire savoir au secrétariat.

BELGIQUE

L'unité révolutionnaire est réalisée

Cette excellente nouvelle nous est donnée par La Lutte Ouvrière belge du 5 janvier.

Le nouveau Parti unifié prend le nom de PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section belge de la IV^e Internationale) et groupe le Parti Communiste Révolutionnaire (Section belge de la IV^e Internationale) et le Groupe Communiste Internationaliste (contre le courant) qui existait depuis 1938.

La Vérité salue cette unification comme le premier pas vers le regroupement de toutes les forces révolutionnaires de Belgique.

INDOCHINE

Les trotskystes à l'avant-garde de la lutte de libération

La censure du bourreau d'Argenlieu nous prive des renseignements que nous voudrions donner sur la lutte des partis ouvriers en Indochine. Mais des journalistes bourgeois américains confirment que les trotskystes sont à l'avant-garde de la lutte émancipatrice.

« Alfred Wagg, correspondant du Chicago Tribune, déclare le 9 novembre 1945: « Les trois forces politiques... sont les stalinistes, dont beaucoup ont suivi les cours de l'Université Staline, à Moscou; les trotskystes, plus violents que l'autre groupe communiste, qui éditent un journal clandestin intitulé: Cam Tu (« Les Volontaires de la Mort »), et les Chinois qui contrôlent les approvisionnements alimentaires et les transports. » Le journal américain Christian Science Monitor cite de larges extraits de ce journal Cam Tu: « Le peuple tout entier doit entrer en action et refuser toute collaboration avec l'ennemi. Il ne faut lui vendre aucune nourriture, il faut l'empêcher

d'organiser l'exploitation de notre peuple. A la longue, cette action détruira l'ennemi. Toute propriété des colons français sera détruite. » Le même journal cite également les quatre commandements pour les partiens annamites publiés par Cam Tu: « La première tâche, c'est gagner la sympathie du peuple. La seconde, d'éviter tout ce qui peut détruire cette sympathie. La troisième, de ne pas réquisitionner de la nourriture. La quatrième, de rendre immédiatement tout argent collecté aux fonds de la résistance. »

Le mois de janvier a toujours été pour les dirigeants syndicaux le mois des angoisses. En effet, c'est à cette époque que se solde en définitive le bilan d'une année d'action — ou d'inaction — syndicale. C'est la date de la reprise des cartes.

Et bien, sur ce plan, l'année 1946 s'avère infiniment plus pénible que les précédentes pour nos responsables. Le tiraillement est plus grand que jamais. De tous côtés, on nous signale de grosses défections.

La proportion varie suivant les corporations, suivant les entreprises, atteignant parfois jusqu'à 50 % de l'effectif dans les cas les plus graves. Le mouvement semble être le plus prononcé chez les métallurgistes et les cheminots. Doit-on y voir un hasard ou serait-ce une farce que ces deux « centrales » sont parmi celles qui restent le mieux dans la ligne: « Produire d'abord... »

Les responsables syndicaux essaient d'enrayer ces départs massifs, mais il est bien évident qu'ils se heurtent à des critiques très violentes. La grande masse des syndiqués qu'on a dupé pendant un an en l'invitant à se crever au boulot pour pouvoir revendiquer... plus tard, commence à en avoir plein le dos et

Echelle mobile et production

(Suite de la première page)

salariés un pouvoir d'achat suffisant, garanti par l'échelle mobile.

C'est pourquoi nous disons aux champions du « produire, produire... »: Vous vous prétendez les meilleurs défenseurs de la remise en marche de l'économie, alors soyez logique; commencez donc par augmenter les salaires, en votant l'échelle mobile, au lieu de nous obliger à retrouver nos manches en serrant notre ceinture. En effet, si les commerçants pouvaient écouler toutes leurs denrées — autrement dit, si les travailleurs avaient un pouvoir d'achat plus élevé — la production, actuellement stoppée par la mévente, repartirait d'elle-même, et alors au lieu de travailler le ventre vide, et de courir le ravitaillement, nous pourrions manger à notre faim et assurer la production.

La Tribune des Fonctionnaires, dans son numéro du 11 janvier, reprend à son compte notre mot d'ordre d'échelle mobile des salaires. Nous ne voulons pas savoir si des raisons électoralistes poussent les Neumayer et autres réformistes à mettre en avant un mot d'ordre qu'ils repoussaient hier comme « provocateur ». Peu importe. Depuis des mois, nous réclamons l'échelle mobile des salaires; nous disons aujourd'hui aux réformistes: tout le problème est de faire appliquer dans les faits cette revendication. La voie parlementaire, les discussions d'antichambres ministérielles ont fait une lamentable faillite. Ouvriers en commun l'action directe des travailleurs pour arracher à la bourgeoisie l'échelle mobile des salaires.

SUR LE FRONT OUVRIER

Ne désertez pas les syndicats

Le manifeste comme elle peut en disant:

« Nous en avons marre de produire, produire... et manger des briques. Quand vous aurez abandonné votre politique de capitulations, quand vous serez prêts à passer à l'action nous reviendrons vers vous. »

Et bien, camarades, cette attitude est entièrement fautive. Si les dirigeants de la C. G. T. et des Fédérations ont mené un an durant toute cette politique qui n'a qu'un très lointain rapport avec le syndicalisme, replaçant l'industrie française comme un porteur d'eau remplissant un seau percé et revendiquant timidement les jours de fête, si donc nos chefs de file syndicaux ont mené cette politique, ce n'est pas par erreur. Tous les leaders ou presque de la C. G. T. appartiennent aux grands partis ouvriers (P. S.-P. C. F.) et leur capitulation devant la traduction sur le plan syndical de la trahison de leurs partis sur le plan politique.

Aussi, sachez que ce n'est pas quelques dizaines ou quelques centaines de milliers de cartes de plus ou de moins qui feront changer complètement sa politique. Si le mouvement s'amplifie, on fera une déclaration de principe sur les revendications, on se battra pour une augmentation de salaires, détruite avant même d'être arrachée par l'augmentation des prix et puis tout rentrera dans l'ordre.

Ainsi, en désertant vos syndicats, vous ne contribuez pas d'un pouce à transformer l'action de la C. G. T. en une véritable action revendicative.

Par contre, et ceci est le seul côté positif de l'affaire, vous affaiblissez vos organisations syndicales en faisant ainsi le jeu de la bourgeoisie dont le rôle a toujours été d'affaiblir et de diviser les organisations ouvrières avant de les détruire.

Ce n'est sûrement pas le but que vous poursuivez. Alors ne désertez pas vos syndicats, mais exigez des discussions larges à la base sur la politique de la C. G. T., intervenez dans vos assemblées et regroupez-vous pour que vos syndicats redeviennent vraiment les organisations des luttes économiques du prolétariat et les défenseurs réels de vos revendications. Exigez qu'ils inscrivent à nouveau dans leur programme: la lutte de classes, l'internationalisme prolétarien et la démocratie syndicale.

Puisque les bonzes syndicaux sont devenus les défenseurs des intérêts des patrons, exigez de nouvelles élections et des comptes rendus de mandat mensuels en Assemblée générale. Si au lieu de désertier les syndicats, les travailleurs prennent conscience que le syndicat c'est « eux », les bonzes devront céder aux revendications ou ils seront balayés.

15.000 TRAVAILLEURS NANTAIS manifestent contre

LE SABOTAGE DU RAVITAILLEMENT

Le 9 janvier, 15.000 travailleurs nantais ont répondu à l'appel de la C.G.T. pour protester contre les scandales du ravitaillement.

Réunis place de la Petite-Hollande, ils écoutèrent Roland, secrétaire de l'Union locale, débiter un ordre du jour qui voyait lamentablement le poisson. Il demandait au gouvernement de faire cesser le scandale des prix, de châtier les trafiquants et de répartir équitablement les denrées! Autrement dit, il demandait à de Gaulle, l'homme des trusts, d'étrangler ses maîtres!!! Il y a 16 mois, les travailleurs pouvaient se faire des illusions sur le résultat d'une telle politique. Aujourd'hui, aucun doute n'est plus permis. Les buffets vides et la colère populaire en témoignent. Alors, pourquoi s'en remettre de nouveau au gouvernement des 200 familles? Pourquoi ne pas appeler les manifestants à occuper les locaux du ravitaillement général et à y installer un Comité de contrôle élu par eux? C'est le seul moyen efficace de savoir où passent le blé, le beurre, le vin et les hommes de terre. C'est le seul moyen de mettre un terme au stockage du blé dans les granges, à l'exportation du beurre de Saint-Etienne-de-Montluc en Angleterre, et à la livraison de 1.200 kg. de beurre par l'armée à une savonnerie.

Malheureusement, les discours ne nourrissent que les bureaucraties syndicales et non la classe ouvrière. Les travailleurs mécontents font la grève de la cotisation. La paye des parasites de la Bourse est compromise... Pour regagner la confiance et les gros sous des syndiqués, ils font semblant d'organiser une manifestation qui n'en sera pas une, puisqu'elle consistera à porter bien sagement une série de vœux au préfet... qui les mettra dans la corbeille à papier avec de belles paroles. Et on n'en parlera plus jusqu'à la prochaine fois.

Le 9 janvier, les travailleurs nantais ont tout d'abord semblé être dupes de cette mystification. Ils ont défilé sagement, en procession, en silence, jusqu'à la préfecture. Là ils ont attendu patiemment le retour de la délégation. Mais quand Roland, secrétaire de l'U.L., eut annoncé que le préfet régional Savary allait étudier la question et qu'en attendant il fallait se disperser, de nombreux camarades réalisèrent qu'on se moquait d'eux. Quoi! On les avait fait défiler sous la pluie pour leur faire part des promesses vagues d'un préfet? Une bordée de coups de sifflets et de huées s'éleva. Plusieurs centaines de travailleurs, furieux, se jetèrent sur les grilles de la préfecture. Ils voulaient sortir le préfet, et faire s'expliquer devant la foule. Les grilles plièrent. Les flics, massés derrière elles, employèrent les gaz lacrymogènes. Le commissaire de la « République » avait préparé sa réception! Il se rappela l'invasion de la préfecture, le 29 janvier 45, dans des circonstances identiques. Vaillamment, les camarades ripostèrent en lançant des pavés par-dessus les grilles.

Mais déjà la manifestation se disloquait.

Démoralisés par la fuite des « responsables » syndicaux, les gars s'en allèrent sous une pluie battante. L'intervention des G. M. R. acheva de disperser ceux qui restaient. 7 camarades furent arrêtés.

Le lendemain, la presse bourgeoise locale vantait la sagesse de M. Roland et bayait sur les manifestants. « Une centaine d'énergumènes », écrivait le réactionnaire Avenir de l'Ouest. « Quelques jeunes éléments troubles », ajoutait La Résistance de l'Ouest, infodée à l'U.D.S.R. Le radical Populaire de l'Ouest dépassait les autres par l'infamie de ses propos: « Peut-être s'agit-il même d'énergumènes ou d'agents provocateurs que M. Racamond dénonçait hier comme responsables de l'agitation actuelle. » Le Populaire allait puiser son inspiration chez les bureaucraties syndicales!

Les voilà bien les « défenseurs » du peuple! Ils font des phrases sonores contre les trafiquants et le marché noir, ils s'indignent contre l'inaction des « pouvoirs publics », mais dès que les travailleurs et les ménagères passent à l'action, ils crient au désordre et accusent les « éléments troubles » d'être responsables de la famine!

Au fond, tous ces messieurs, journalistes, bureaucraties ouvrières ou ministre de l'Agriculture, font tout ce qu'ils peuvent pour protéger les trafiquants contre la colère du peuple.

Les travailleurs nantais s'en souviendront. En réunion de Section syndicale, ils discuteront le problème du ravitaillement. Ils prépareront une série de manifestations pour imposer le CONTROLE POPULAIRE DU RAVITAILLEMENT par les travailleurs et les ménagères. Ils éliront des responsables décidés à mener cette action jusqu'au bout, c'est-à-dire à la victoire.

Motion votée à l'unanimité de 250 votants du personnel de l'imprimerie de Sceaux.

Le personnel de l'imprimerie de Sceaux, réuni en Assemblée générale le 17 janvier, après avoir constaté la montée incessante du coût de la vie, l'impuissance gouvernementale à juguler cette montée, demanda à la C.G.T., à l'Union des Syndicats, au Comité Intersyndical du Livre parisien, d'orienter leur action future vers le RETOUR AUX CONVENTIONS COLLECTIVES avec l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, incluse dans lesdites conventions.

Le personnel de l'imprimerie de Sceaux se déclare PRET A APPUYER PAR TOUS LES MOYENS l'action syndicale orientée dans cette direction conforme aux véritables intérêts de la classe ouvrière.

Résolution adressée à la C. G. T., l'Union des Syndicats et au Syndicat du Livre.

Imprimerie Spéciale de « LA VÉRITÉ »